

DÉCISION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FRANCEAGRIMER

Montreuil, le 25 mars 2026

DIRECTION DES INTERVENTIONS Service gestion du potentiel et amélioration des structures viticoles Unité Investissement vitivinicoles Service Contrôle et Normalisation Unité Contrôles SECRETARIAT GENERAL Service juridique et coordination européenne	INTV-GPASV-2026-019
Plan de diffusion : DGPE – Bureau du vin et des autres boissons DRAAF Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel - Agriculture Association des Régions de France/Collectivité Territoriale de Corse Organisations professionnelles membres du conseil spécialisé vin FranceAgriMer	Mise en application : Immédiate

OBJET : Modification de la décision INTV-GPASV-2026-06 du 28 janvier 2026 liée à la mise en œuvre par FranceAgriMer du programme de soutien aux investissements des entreprises du secteur vitivinicole dans le cadre du plan stratégique national – Appel à projets 2026.

Introduction d'une période supplémentaire de dépôt des demandes d'aide.

Bases réglementaires :

- Règlement (UE) 2021/2116 rectifié et modifié du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;
- Règlement (UE) 2021/2117 du parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 modifiant les règlements (UE) n° 1308/2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits agricoles, (UE) n° 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires, (UE) n° 251/2014 concernant la définition, la description, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés et (UE) n° 228/2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union ;
- Règlement (UE) 2021/2115 modifié du parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;
- Règlement d'exécution (UE) 2022/128 modifié de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;
- Règlement d'exécution (UE) 2022/129 de la Commission du 21 décembre 2021 fixant les règles applicables aux types d'interventions concernant les graines oléagineuses, le coton et les sous-produits de la vinification au titre du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil et aux exigences en matière d'information, de publicité et de visibilité relatives au soutien de l'Union et aux plans stratégiques relevant de la PAC ;
- Règlement délégué (UE) 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;
- Règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro modifié par le Règlement délégué (UE) 2023/57 de la Commission du 31 octobre 2022 ;
- Règlement (UE) n° 1308/2013 modifié du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 ;
- Règlement délégué (UE) 2018/273 de la Commission du 11 décembre 2017 du Parlement et du Conseil en ce qui concerne le régime d'autorisations de plantations de vigne le casier viticole, les documents d'accompagnement et la certification, le registre des

entrées et des sorties, les déclarations obligatoires, les notifications et la publication des informations notifiées complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 ;

- Règlement d'exécution (UE) 2018/274 de la Commission du 11 décembre 2017 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le régime d'autorisations de plantations de vigne, la certification, le registre des entrées et des sorties, les déclarations et les notifications obligatoire ;
- Code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 114-5 ;
- Code rural et de la pêche maritime (CRPM) ;
- Décision INTV-GPASV-2026-06 du 28 janvier 2026 relative à la mise en œuvre par FranceAgriMer du programme de soutien aux investissements des entreprises du secteur vitivinicole dans le cadre du plan stratégique national – Appel à projets 2026 ;
- Avis du conseil spécialisé « vin et cidre » du 25 mars 2026.

Résumé : Le plan stratégique national de la PAC 2023-2027 prévoit le soutien aux projets d'investissement visant à améliorer la compétitivité des entreprises du secteur vitivinicole. La présente décision a pour objet d'ajouter une période exceptionnelle de dépôt des demandes d'aide dans le cadre de l'appel à projets ouvert pour l'année 2026.

Mots-clés : ENTREPRISES – INVESTISSEMENTS – VINIFICATION – AIDE

SOMMAIRE :

Article 1 - Modification de l'article 5.1.1 de la décision INTV-GPASV-2026-06	5
Article 2 - Modification de l'article 5.1.3 de la décision INTV-GPASV-2026-06	5
Article 3 - Modification de l'annexe 4 de la décision INTV-GPASV-2026-06.....	5
Article 4 - Entrée en vigueur de la présente décision.....	5

Article 1 - Modification de l'article 5.1.1 de la décision INTV-GPASV-2026-06

A l'article 5.1.1 de la décision INTV-GPASV-2026-06, un 3^{ème} alinéa est ajouté :

« Une période exceptionnelle de dépôt des demandes d'aide débute dès la réouverture du téléservice le **27 mars 2026**.

La date limite de dépôt des demandes d'aide accompagnées de toutes les pièces justificatives prévues à l'annexe 4 de la présente décision est repoussée au **3 avril 2026 à 12h00 (midi)** (clôture du télé-service). »

Article 2 - Modification de l'article 5.1.3 de la décision INTV-GPASV-2026-06

A l'article 5.1.3 de la décision INTV-GPASV-2026-06, le 1^{er} alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« La demande d'aide doit être complète et validée à la date limite de dépôt des demandes d'aide, soit le 3 avril 2026 à 12h00 (midi). »

Article 3 - Modification de l'annexe 4 de la décision INTV-GPASV-2026-06

L'intitulé de la première colonne du tableau de l'annexe 4 de la décision INTV-GPASV-2026-06 est remplacé par :

« Pièces justificatives initiales : date limite de complétude au 3 avril 2026 à 12h00 (midi). »

Article 4 - Entrée en vigueur de la présente décision

La présente décision entre en vigueur à compter du lendemain de sa date de publication au Bulletin officiel du ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire.

Le Directeur général
Pour le Directeur général et par délégation
la Directrice générale adjointe

Julie BRAYER-MANKOR